

passée de \$460 millions en 1972 à \$781 millions environ en 1976. Cela représente une augmentation de 70%. Mais l'effort réel fourni par l'industrie n'a augmenté que de 13% en dollars constants puisque le déflateur du PNB s'est accru de 51% au cours de la même période.

Cependant, le Canada est encore loin derrière les autres pays industrialisés. En 1973, l'industrie canadienne aurait dû accroître d'environ 20,000 personnes la main-d'œuvre totale engagée dans des travaux de recherche et de développement pour fournir un effort comparable à celui de la Scandinavie et de 40,000 personnes pour se ranger au niveau des pays les plus développés de l'OCDE. En 1975, la valeur de la recherche et du développement effectués par l'industrie canadienne représentait \$692 millions, alors qu'en Suisse, avec une population trois fois moindre que celle du Canada, l'industrie consacrait à ce titre un budget de l'ordre de \$1 milliard. Par habitant, l'effort fourni par l'industrie suisse sur ce plan a donc été cinq ou six fois supérieur à celui de l'industrie canadienne.

Pour que le Canada atteigne un niveau concurrentiel par rapport à celui de la plupart des pays développés, il aurait dû consacrer près de 2% de son PNB aux activités de recherche et de développement et la part de ce total fournie par l'industrie aurait dû être de l'ordre de 60%. Dans ces conditions, l'effort de l'industrie canadienne aurait atteint \$2.3 milliards au lieu des \$780 millions qu'elle a en réalité dépensés. Cela nous donne une idée de l'écart qu'il faudrait combler pour que les activités reliées à l'innovation technologique dans l'industrie canadienne parviennent à un niveau compétitif.

A défaut d'études détaillées, on a expliqué de diverses manières l'écart technologique du Canada. On l'attribue souvent aux politiques gouvernementales, et entre autres à la diminution de la protection douanière sur un marché intérieur déjà restreint. On allègue aussi que les consommateurs canadiens ont une préférence trop marquée pour les produits de la technologie étrangère. On considère également que les importations d'innovations technologiques par les producteurs canadiens, notamment par les filiales de sociétés étrangères, constituent un autre facteur important. Même si cette dépendance technologique peut être conçue comme la façon la plus aisée de profiter des efforts de recherche et de développement entrepris par d'autres pays, elle implique aussi que l'exploitation de ces innovations étrangères par les producteurs canadiens arrive à un stade trop avancé du cycle de production pour donner au Canada l'avance qui lui permettrait de percer sur les marchés mondiaux.

D'autres facteurs expliquent également la faible capacité d'innover de l'industrie canadienne. En effet, le Canada est l'un des rares pays au monde qui n'ait pas eu à innover pour parvenir à l'affluence. En règle générale, les hommes d'affaires n'ont pas eu à prendre les risques qu'exige l'innovation. Ainsi, on peut comprendre qu'ils ne considèrent pas les dépenses de R & D comme des investissements extrêmement rentables mais plutôt comme une